

..... R É S I S T A N C E S .....



Éric Freysselinard

# Journal de guerre de Marguerite Lebrun,

épouse du dernier président de la III<sup>e</sup> République

Juillet 1940-octobre 1947

Préface de Nicolas Roussellier

**PUG**

Éric Freysselinard

Journal de guerre  
de Marguerite Lebrun,  
épouse du dernier président  
de la III<sup>e</sup> République

Juillet 1940-octobre 1947

**PUG**

*La lettre de Roosevelt<sup>118</sup> montre qu'il ne se fait aucune illusion sur les dictateurs et qu'il espère fermement leur défaite. Penser que Déat a le toupet d'écrire dans Paris-Soir (que les Parisiens appellent Pourri-Soir): «Hitler, qui a fait le bonheur de son peuple, se sait destiné à faire le bonheur du monde.»*

### **Vendredi 14 février 1941**

La presse raconte sans commentaire l'entrevue Mussolini-Franco et celle de Pétain-Franco à Montpellier.

### **Dimanche 16 février 1941**

Nouvelle curieuse : Peyrouton quitte l'Intérieur et retourne comme ambassadeur à Buenos Aires où il ne s'était pas plu.

On nous annonce de Paris l'information d'un Rassemblement national populaire qui paraît s'opposer au Rassemblement national. Parmi ses membres, on nous cite Déat, son fondateur, Marquet, Rivollet<sup>119</sup>, Jean Goy<sup>120</sup>, Luchaire<sup>121</sup>, Suarez<sup>122</sup>. [...]

Croirait-on qu'au lycée ces demoiselles échangent leurs impressions sur les événements du jour ! Où la politique va-t-elle se nicher ?

---

**118.** Lettre publiée dans le cahier de photos.

**119.** Georges Rivollet (1888-1974) est un responsable actif de l'Union nationale des réformes et mutilés (UNMR) et de la Confédération nationale des anciens combattants et victimes de guerre. Il est ministre des Pensions dans les gouvernements Doumergue et Flandin en 1934-1935. Sous Vichy, il préside l'UNMR, collabore à *L'Œuvre* et fait partie de la direction du Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Après la guerre, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale.

**120.** Jean Goy (1892-1944) rejoint les rangs de l'Union nationale des combattants (UNC) dont il devient président en 1935. Député de 1924 à 1936 puis de 1937 à 1940, maire du Perreux-sur-Marne, il participe à la manifestation du 6 février 1934. Le 2 novembre 1934, il rencontre Hitler à Berlin et fonde le Comité France-Allemagne. En 1941, il participe à la fondation du Rassemblement national populaire (RNP) de Déat. Otto Abetz lui rend hommage lors de ses obsèques en 1944.

**121.** Jean Luchaire (1901-1946), journaliste, soutient le pacifisme d'Aristide Briand. En 1930, il se lie d'amitié avec Otto Abetz et préside le Comité d'entente des jeunesses pour le rapprochement franco-allemand. Il s'engage aux côtés du nouveau régime dès 1940 et préside, à partir de 1941, l'Association de la presse parisienne. En août 1944, il se réfugie à Sigmaringen où il y dirige un quotidien et une radio en français. Arrêté par les Américains, il est condamné par la Haute Cour de justice et fusillé.

**122.** Georges Suarez (1890-1944) fonde l'hebdomadaire antisémite *Gringoire* et milite dans les mouvements pro-allemands de Luchaire et Brinon dans l'entre-deux-guerres, avant de se rapprocher du Parti populaire français (PPF) de Doriot. Après-guerre, la Haute Cour de justice le condamne à mort et il est fusillé.

Ce sont les grandes de Quatrième qui ont commencé. « Es-tu pour les Allemands ou pour les Anglais ? » En d'autres termes : « Pour ou contre la collaboration ? »

Dans la classe d'Annie, toutes sauf quatre, sont pour les Anglais. Alors, ne pouvant arborer d'insigne, ce qui est sévèrement interdit, toutes portent sur leur tablier une épingle double (dite anglaise). En outre, elles ont formé le groupement du CPDG. « Qu'est cela ? ai-je demandé à Annie. Club pour de Gaulle. »

### **Lundi 17 février 1941**

Marie Gabriel peut écrire à ses enfants assez régulièrement grâce à des amis qui sont commerçants à Montargis et envoient provisions et lettres en fraude par un cheminot, elle donne enfin des détails précis sur la maison [de Mercy] : « Pas mal de bouleversements intérieurs, rien de grave. Vitre cassée dans la chambre par un éclat d'obus ; faute de verre, je l'ai remplacée par du carton et une toile. Porte du grenier endommagée [...]. Léa a lavé une douzaine de draps (il m'en restait trente-quatre dans l'armoire), je ne vois plus que quelques serviettes (j'en avais 280). Les meubles sont là, la vaisselle en grande partie, tous les livres en désordre. La literie est restée en partie, mais pas un seul duvet (j'en avais douze). Je me suis plusieurs fois gendarmée contre des visiteurs qui voulaient s'introduire dans la maison. » (Vraisemblablement des Allemands, désireux, comme en 1914, d'emporter un souvenir du Président). [...]

### **Mardi 18 février 1941**

On nous dit qu'à Paris beaucoup de livres sont interdits dont l'histoire de France de Bainville<sup>123</sup>, celle de Lavissee<sup>124</sup>, les œuvres de Barrès<sup>125</sup>.

### **Dimanche 23 février 1941**

[...] Au lycée, on distribue aux enfants des bonbons vitaminés arrivés d'Amérique. Les pièces de 0,05 franc ont été supprimées, on parle

---

**123.** Jacques Bainville (1879-1936), journaliste et historien monarchiste, est un proche de Maurras ; c'est pendant ses obsèques qu'eut lieu la fameuse agression contre Léon Blum qui déboucha sur l'interdiction des ligues.

**124.** Ernest Lavisse (1842-1922), major à l'agrégation d'histoire, est l'auteur des fameux manuels d'histoire.

**125.** Maurice Barrès (1862-1923), écrivain lorrain auteur notamment de *La colline inspirée*, député boulangiste de Nancy en 1889 et membre de l'Académie française en 1906, adhère à la Ligue des patriotes. Proche de Maurras sans adhérer à ses idées monarchistes, il invente pendant la guerre la formule de la « Voie sacrée » conduisant à Verdun.

*Ce qui est fâcheux, c'est que la prose de Vichy influence les esprits faibles. [...] «C'est épouvantable. Les Américains nous volent notre Algérie», dit l'un. Vivarat a rencontré un vieux commerçant qui a constaté: «Enfin, nous voici maintenant tranquilles. Les Allemands défendent nos côtes.» C'est à pleurer de constater une telle bêtise.*

### **Dimanche 15 novembre 1942**

On assiste à des spectacles peu banals : un ouvrier de la région avait tué une vache clandestinement dans les bois, mais voilà que l'odeur de la viande attira tous les corbeaux des alentours. Alors, par peur d'être dénoncé par leur présence, il la débita sans attendre pour la plus grande joie de tous ses voisins.

*Nous vivons toujours en plein mystère. Hier soir, impossible de capter Londres. Mais Henriette dit avoir saisi cette phrase effarante: Darlan se serait rallié à de Gaulle et Pétain l'aurait renié. Ce serait si beau que nous n'osons y croire. [...] Nos soldats se joindront-ils à Giraud? Weygand dont on ne dit mot est-il là-bas? Nos grands chefs lèvent-ils une armée de la délivrance? Nous continuons à vivre dans une atmosphère de mystère. [...]*

*La presse confirme le geste de Darlan. Le Maréchal le désarme dans un communiqué qui n'a rien de flambant; il ne lui retire ni son titre de dauphin ni celui de ministre, comme il l'avait fait pour Laval. La presse donne aussi sa version de l'arrestation du général de Lattre de Tassigny<sup>343</sup> qu'elle présente comme un fou. [...]*

*Jean II a vu Kuhn de Chizelles<sup>344</sup>, assez ému parce qu'il venait d'entendre Brazzaville dire qu'il ne fallait pas accepter Darlan d'emblée comme chef, ex-membre d'un gouvernement honni, que le seul chef restait de Gaulle, ouvrier de la première heure. Jean II croit comprendre la situation: Éboué, administrateur des colonies, est un noir de la Martinique, Front popu que Blum voulait nommer gouverneur d'Indochine; Albert s'y était alors opposé et on l'avait nommé en AEF<sup>345</sup>. Dès juin 40, il s'est rallié à de Gaulle par haine de Laval qui avait tué la*

---

**343.** Jean de Lattre de Tassigny (1889-1952), plus jeune général pendant la « drôle de guerre », commande ensuite la 16<sup>e</sup> division militaire où il refuse d'obéir aux ordres des Allemands et est incarcéré à Riom. Il s'enfuit et rejoint Londres. Il dirige le débarquement allié du 15 août 1944 avant de représenter la France à la capitulation allemande du 8 mai 1945. En 1950, il est envoyé en Indochine. Il est élevé à titre posthume à la dignité de maréchal de France.

**344.** Bernard Kuhn de Chizelle, né en 1897, est le directeur général de la Compagnie du gaz de Lyon puis le directeur général de Gaz de France (GDF) de 1959 à 1964.

**345.** Félix Éboué (1884-1944), ancien de l'ENFOM, socialiste, est gouverneur de la Martinique (1933-1934), de la Guadeloupe (1936-1938) et du Tchad (1938-1940) en AEF. Se

*République. Et voilà ce qui fait dire aux bourgeois que de Gaulle a partie liée avec les communistes. Ce n'est pas cela, mais ils ont les mêmes ennemis pour des motifs différents.*

*Mesure qui va réjouir les Grenoblois : on affiche à la mairie la liste des personnes appelées à loger un officier. Cette liste comprend tous les habitants dont le loyer est supérieur à 1 500 francs. Grenoble étant déjà surpeuplé, qu'est-ce que cela va donner !*

### **Mardi 17 novembre 1942**

*La situation est de plus en plus compliquée. Par télégrammes datés du dimanche, le Maréchal désavouait Darlan et ordonnait à l'armée de ne pas obéir à Giraud. [...] Ce matin, message radiodiffusé de Darlan disant qu'il est d'accord avec le Maréchal, qu'il ne peut plus correspondre avec lui mais qu'il agit d'après ses intentions, qu'en conséquence il prend la direction de tous les services civils et nomme Giraud commandant en chef. Autre message de Giraud à l'armée dans lequel il déclare : « Nous n'avons qu'un ennemi commun, celui qui occupe notre pays et retient prisonniers un million de nos camarades. [...] Il faut vaincre pour la France et pour le Maréchal. »*

*Mon esprit travaille sans répit. Si Darlan et Giraud connaissent la pensée du Maréchal, ou ils sont d'accord avec lui pour entraîner l'armée d'Afrique, et ils jouent tout de même la comédie vis-à-vis des troupes et des fonctionnaires pour calmer leurs scrupules ; ou ils ont délibérément rejeté Vichy et reconnu l'intérêt supérieur de la patrie. Albert, lui, ne change pas : « Il faut avoir entendu Pétain, comme je l'ai entendu. Je l'ai suffisamment pratiqué pour le juger. J'ai connu tous nos généraux. Avec tous, je me sentais en confiance, mais jamais avec lui. Quelque chose en lui m'a toujours repoussé. Il a un immense orgueil, un entêtement irréductible. Jamais son orgueil ne lui permettra d'avouer qu'il s'est trompé. Il a choisi la carte allemande, il la jouera jusqu'au bout, dût la France en mourir. »*

### **Mercredi 18 novembre 1942**

*Message très net de Roosevelt en réponse aux nombreux articles de la presse anglo-saxonne. Il met au point la situation en Afrique du Nord : l'accord avec Darlan n'est que provisoire ; il a eu le gros avantage de pacifier instantanément le pays, d'éviter toute effusion de sang inutile, surtout de gagner du temps. [...]*

*La lecture de l'Officiel manque de variété ; ce journal est rempli de limogeages. Rien que ce matin, quarante-huit révocations, mises à pied, retraites d'office, etc.*

---

déclarant, dès le 18 juin 1940, partisan de de Gaulle, ce dernier le nomme gouverneur général de l'AEF (1941-1944). Il repose au Panthéon.

### **Dimanche 13 décembre 1942**

*L'Amérique annonce la construction d'avions géants de soixante-cinq tonnes et deux armes secrètes d'aviation. [...]*

*Albert se préoccupe du sort de Schuman, évadé d'Allemagne, réfugié à Vichy et aussi de Marin qui ne se fait pas faute de déblatérer ouvertement contre les Boches. Il paraît que François-Poncet est très inquiet pour sa propre sécurité et qu'il a fait revenir sa femme qui se trouvait pour un mois à Paris pour traitement médical.*

### **Lundi 14 décembre 1942**

*J'ai fait part à Albert de mes craintes à son sujet. « Je pourrais parfaitement bien être arrêté, m'a-t-il répondu avec simplicité. Je m'y attends pour un jour ou l'autre. » Voilà qui ne me rassure plus du tout...*

### **Mercredi 16 décembre 1942**

*Hier, comme nous rentrions de promenade, Jean II nous a dit que Radio-Suisse, et à sa suite Radio-Ankara, avait annoncé que le président Lebrun s'était réfugié en pays neutre et moi à la préfecture. Didkowsky, bien que sceptique, a fait téléphoner à Faure, qui a parlé à Sarin, qui a alerté Jean II. « Première nouvelle, a ironisé celui-ci. Le Président est sorti il y a cinq minutes avec sa canne et son chapeau, accompagné de ma belle-mère. S'ils sont arrivés en pays neutre, ils ont été diablement vite. » La gendarmerie a été prévenue et le brigadier est passé le soir à la ville. C'est Jean II qui l'a reçu. « — Vous voulez voir le Président ? — Inutile ; je viens parce que j'en ai reçu l'ordre mais j'ai vu le Président, de mes yeux, ce matin même à Vizille. [...] » Bref, après deux ans et demi de silence et d'effacement volontaire, le nom du Président, d'un bout de la France à l'autre, a couru de bouche en bouche. Cette fausse nouvelle est stupide. Elle ne peut qu'attirer sur Albert l'attention des Boches et celle de Laval. Voilà qui n'est pas fait pour calmer mes craintes. La presse dément ce matin et parle d'une dépêche d'origine gaulliste, mais Albert est persuadé que le bruit a été lancé par les Boches eux-mêmes.*

### **Vendredi 18 décembre 1942**

*Le Préfet est venu rendre à Albert sa visite ; il est resté deux heures et ils ont parlé de beaucoup de choses. Il a dit son émoi en recevant à 2 heures du matin une dépêche chiffrée lui ordonnant d'arrêter Herriot ; son départ dans la nuit ; le réveil du Président à 4 heures ; les préparatifs actifs et la séparation d'avec Mme Herriot, tous deux pleurant. Il sait que Weygand est dans un château de Rhénanie, courtoisement traité ; un cheval a même été mis à sa disposition. Mme Weygand a été voir le Maréchal qui lui a répondu qu'il ne pouvait rien et s'est rendue à Paris, a demandé à voir Abetz et Rundstedt. Tous deux l'ont éconduite et l'ont fait recevoir par un subalterne qui naturellement n'a rien pu lui dire.*



*Le Préfet apportait pour Albert la copie du télégramme envoyé de Vichy, disant que les États-Unis s'étaient inquiétés de la note relative au Président; le bruit courait là-bas que « le Président s'était enfui de France pour échapper à la Gestapo ». Or, dit le télégramme américain, « le Président, qui n'a pas démissionné, dont le titre reste indiscutable, serait une vraie force pour les Alliés en Afrique du Nord, son nom y ferait l'union, etc. » Le Préfet était persuadé d'après cela que cette nouvelle fausse provenait de Washington même. Albert dit que rien ne prouve cette assertion et il conserve sa conviction qu'elle a été lancée par les Boches. En fait, il est persuadé que le Préfet venait pour autre chose. Incidemment en effet, celui-ci lui a glissé: « Je n'ai aucun titre pour vous parler ainsi, mais si vous avez des papiers secrets, des documents auxquels vous tenez, vous feriez bien de les mettre en lieu sûr. Tout peut arriver. J'avais prévenu de même le président Herriot. Aucune perquisition n'a été faite chez lui. Toutefois, elle aurait pu avoir lieu, etc. » À bon entendeur, salut. En conséquence, Albert va chercher un abri pour certains documents et de mon côté, j'y joindrai mon journal. Dorénavant, je n'écrirai plus, renonçant à une vieille habitude qui remonte à près de cinquante ans. [...] Je renonce du même coup à l'une des rares distractions que m'avait laissées l'exil.*

*« On annonce ici qu'Albert Lebrun s'est échappé de France et qu'il se trouve maintenant dans un pays neutre, à l'abri de la Gestapo. Les milieux officiels de Washington sont très intéressés par cette nouvelle (non confirmée). M. Lebrun pourrait concilier les difficultés qui existent entre de Gaulle et Giraud. Son titre de président n'est pas mis en question, car il n'a jamais démissionné. Mais il est tenu à l'écart sous la pression allemande. La légalité de son titre, en Afrique du Nord ou ailleurs, ne peut être mise en question d'aucun de ces deux côtés, d'après les milieux officiels s'exprimant officiellement. »*

*Prix de la trahison. Après l'inadmissible appel de Rogé aux anciens combattants en faveur de la relève, Albert m'avait dit: « Quel prix cette trahison sera-t-elle payée? Son gendre est sous-préfet; je vais suivre l'Officiel. » Réponse: le gendre est nommé secrétaire général à Versailles; rien que cela... [...]*

*Il paraît que les Boches viennent de mettre la main sur Mandel et Reynaud et qu'ils les ont extraits de leur prison et envoyés à Bordeaux. Le général Frère est également arrêté, mais on ne sait pas si c'est par la Gestapo ou par Vichy. Il paraît aussi que Mgr Rémond<sup>350</sup> a énergiquement protesté contre les lois antijuives et, pour bien souligner sa désapprobation, il a pris chez lui, à sa charge, des enfants israélites séparés de leur famille.*

---

**350.** Mgr Paul Rémond (1873-1963) est aumônier général des troupes pendant l'occupation de la Ruhr, puis évêque de Nice de 1930 à sa mort. Archevêque, il a été déclaré Juste parmi les Nations en 1991.



a répliqué: « Sévir contre les terroristes est pratiquement impossible, toute la population est avec eux. » À propos des événements, Albert, sans le contredire, s'est contenté de constater: « En tout cas, la victoire a choisi son camp. » Et il n'a pas répliqué.

Nouvelle émotion. Cette fois, c'était pour du bon et du mauvais. Du bon, parce que les officiers annonçaient qu'ils levaient leur garde et que le Président était libre de se promener. Mauvais, parce que le colonel a ajouté: « Si nos troupes quittent Grenoble, ce sont les troupes allemandes qui les remplaceront. » C'est certainement ce qui va se passer; chacun s'y attend et cela me fait trembler. Je voudrais sentir Albert à l'abri, mais où aller? Il écarte la Suisse, ce serait fuir. Il rejette également l'Algérie pour raison de santé. Il dit qu'il n'a plus assez de forces pour se lancer dans l'aventure, qu'il sent avoir beaucoup vieilli depuis un an, que sa prostate est une gêne sérieuse. C'est donc accepter un sort comme celui de Weygand, et cela nous trouble tous.

Soir.

Eh bien! Ça n'a pas traîné. Les brutes, les salauds ont pourtant emmené Albert! Voilà qu'à midi, je revenais de promenade et écrivais quand on entre dans ma chambre sans frapper. Je crus que c'était l'un des enfants mais j'entendis une voix d'homme dire: « Où est le Président? » Je me retournai brusquement pour voir trois militaires dans la pièce. « Mais comment êtes-vous venus ici? Où est la femme de chambre? » À ce moment, Stacha montait. Sans autre explication, je lui demandais de prévenir le Président qui était au jardin et de faire entrer au salon ces messieurs que je prenais pour des Italiens. Mais pendant qu'ils descendaient l'escalier, mes yeux furent attirés par leur casquette et j'eus un choc au cœur...: « Ce sont des Boches! » Deux minutes après, suivi de trois d'entre eux (les deux autres, mitraillette en main, gardant la porte et le hall), Albert remontait, tout ému: « — Ils m'emmenent à Lyon. — Comment, tout de suite, sans valise? — Vite, vite, disait le lieutenant, manteau, chapeau, je suis pressé. — Mais le Président ne peut pas partir sans rien. — Il couchera à l'hôtel, vous enverrez une valise. — Jamais de la vie, je lui prépare un sac. » Et je courus au grenier, suivie d'un soldat. Pendant ce temps, les autres soldats, dans notre chambre, suivaient Albert pas à pas, épiaient tous ses gestes, voulaient même l'empêcher de changer de costume. « Enfin, disait Albert, je viens du jardin, je ne peux pas partir ainsi! » Pendant que je l'aidais, l'officier répétait: « Vite, Madame, cherchez manteau », ce que je n'ai pas fait du tout. À force de protester, Albert a obtenu d'emporter une petite valise; la première choisie fut rejetée: « Trop grande pour l'auto. » La seconde eut le don d'agréer à ces messieurs. Les deux fois d'ailleurs, je montais au grenier avec un soldat sur les talons, puis nous empilâmes à la hâte et au hasard l'essentiel. « Vous enverrez plus tard, répétait l'officier, le temps presse. » Je n'ai pas pu

à déjeuner quand les Boches sont entrés ; il a eu exactement sept minutes pour prendre son manteau et sa trousse de toilette. En conduisant son père à l'auto, il y a vu Albert qui lui a demandé de me téléphoner. Mme François-Poncet, aussitôt l'auto partie, a averti Vichy, puisqu'aussi bien son mari est conseiller national, et Angeli [préfet de Lyon], qu'elle connaît depuis longtemps. Puis elle est allée voir le général italien, vraiment très aimable, qui a mis à sa disposition le capitaine Mascheroni, dont j'ai déjà parlé, et une auto pour la conduire à Lyon, ce qui lui a permis d'emporter facilement les valises. Elle est arrivée à la gare, venant de chez le Préfet qui lui a fait, comme à nous, la plus mauvaise impression...

### **Samedi 28 août 1943**

Depuis hier, je vis comme un automate. Aux repas, je regarde la chaise d'Albert, au salon, son fauteuil. Quand je rentre, je vais machinalement au bureau et je le cherche à sa table, dans la bergère. À l'heure de la TSF, je m'attends toujours à le voir arriver. Son souvenir est partout, dans la maison, dans le jardin, cela m'impressionne, et ma chambre semble si vide sans lui. J'écoute toujours si je n'entends pas son pas dans l'escalier, sa voix dans le hall. Comment a-t-il supporté le voyage hier ? À quelle heure est-il arrivé ? Il est parti si vite qu'aucun de nous n'a pensé au déjeuner. Dès hier après-midi, le Préfet téléphonait ses condoléances ; je m'en serais bien passée. Puis arrivait un inspecteur de Reiser, envoyé tout exprès par lui : il dit qu'ayant beaucoup circulé dans la région, il avait recueilli partout l'expression indignée de la population, car la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Tout Vizille a été immédiatement au courant et les gens déplorent l'injuste mesure prise contre « leur Président ».

J'ai écrit à Pétain, non pas qu'il ait grand crédit puisqu'il n'a rien obtenu pour son ami Weygand. Mais peut-être aurai-je par lui quelque nouvelle et pourrai-je partir auprès d'Albert. Hier, Mme François-Poncet n'a pas pu voir son mari, naturellement, mais elle a reçu l'assurance que les valises seraient remises à ces messieurs. Mascheroni a protesté au nom du général et un autre officier a dû renouveler ses démarches aujourd'hui pour obtenir la libération des prisonniers. Je n'ai guère d'espoir.

### **Dimanche 29 août 1943**

Albert a aujourd'hui même soixante-douze ans. [...] Dès aujourd'hui, la BBC annonçait « l'arrestation du président de la République, M. Albert Lebrun, et de M. André François-Poncet, ambassadeur de France, par la Gestapo. La nouvelle n'est pas confirmée ».

Que fait Albert ce soir ? Où est-il ? Supporte-t-il le choc brutal ? Pour moi, je reste désespérée, mais fière en même temps, car la mesure n'est pas équivoque. Elle est un honneur au point de vue national ; elle frappe le patriote intransigeant, le Lorrain deux fois français, l'ennemi irréductible du Boche.



À Brunoy (Essonne), chez le docteur Marcel Freysselinard, frère de Jean II. De gauche à droite, Albert Lebrun, Jacqueline Freysselinard (fille de Marcel) épouse Winthrop, Annie Freysselinard, Marcel Freysselinard (debout), Angèle Buffière (1872-1956) épouse Léon Freysselinard (assise avec sa petite-fille Hélène Freysselinard), une amie (debout), Marie Freysselinard (assise), Rose Rezjla-Kaminsky (1896-1986) épouse Marcel Freysselinard (1896-1986), Léon Freysselinard (1865-1945, assis avec son petit-fils Pierre Freysselinard).



Sur le perron de l'Élysée, Albert Lebrun avec ses deux fidèles collaborateurs, le préfet André Magre, secrétaire général de la présidence, et le général Joseph Braconnier, chef de la Maison militaire. Camille Chautemps, qui pose à côté, fut président du Conseil notamment en janvier 1934, avant la crise du 6 février ; il avança l'idée d'un compromis sur l'armistice en juin 1940.